

CONSETEMENT À LA CANDIDATURE D'UN MINEUR AU TITRE D'UNE PÉRIODE MILITAIRE.

Je soussigné(e) (père, mère, tuteur)
demeurant à (ville)
autorise l'enfant mineur (NOM, prénom)

code postal :

à suivre une période militaire de l'armée de terre et en cas de période militaire parachutiste à effectuer des sauts en parachute.

Donne également mon accord pour que soit pratiqué sur lui toute intervention chirurgicale ou tout examen biologique que nécessiterait son état de santé, en cas de maladie grave ou d'accident qui surviendrait pendant son stage.

Conformément à l'article L. 115-2 du code du service national, obligeant l'État à réparer intégralement les dommages survenus aux stagiaires en PMIPDN dont il est partiellement ou totalement responsable, ces frais médicaux et chirurgicaux sont pris en charge par le ministère de la défense (MINDEF), sans préjudice de la présentation d'une action en remboursement auprès des organismes de prestations sociales en cas de partage de responsabilité pour faute commise par le stagiaire.

Dans l'hypothèse où l'atteinte corporelle subie par le stagiaire n'engage pas la responsabilité de l'État, ces frais sont supportés par le dispositif de sécurité sociale du stagiaire, éventuellement complété par un régime de mutuelle et d'assurance personnel.

Néanmoins, les consultations, visites, examens et traitements réalisés au profit des stagiaires dans les formations administratives du MINDEF autres que les hôpitaux des armées sont financés par le MINDEF.

À _____, le
Signature des parents ou tuteur.

AVERTISSEMENT.

Les candidats à une période militaire auprès desquels sont recueillies les informations nominatives sont informés :

- qu'il leur est demandé de fournir la totalité des renseignements nominatifs figurant dans les rubriques de cette notice pour faciliter la gestion de leur dossier d'inscription ;
- que seuls les organismes traitant de la période militaire peuvent être destinataires de ces renseignements dont le caractère confidentiel sera préservé et la protection assurée ;
- qu'un droit d'accès et de rectification pour les informations individuelles les concernant leur est ouvert sur simple demande de leur part à l'autorité responsable du fichier.

Je soussigné(e), M., Mme, Melle
candidat(e) à une période militaire :

- reconnaît être averti(e) de l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.
- m'engage, en cas de force majeure me conduisant à changer mon choix de stage, à informer au plus vite le centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA), au moins 15 jours avant le début du stage considéré.

Fait à _____, le

*Signature du candidat
précédée de la mention manuscrite
« Lu et approuvé »,*